Catalogue 11-002F (English 11-002E) ISSN 0380-0563

C.3

I·N·F·O·M·A·T

REVUE HEBDOMADAIRE

STATISTICS CANADA STATISTIQUE CANADA
MAR 6 1992
LIBRARY BIBLIOTHÈQUE

Le vendredi 6 mars 1992

APERÇU

- **La demande de main-d'oeuvre atteint son plus bas niveau en huit ans**
  L'indice de l'offre d'emploi pour le Canada a poursuivi sa baisse en février; il a chuté de quatre points pour s'établir à 65.
- **Croissance de l'économie à la baisse**
  Le produit intérieur brut réel a diminué de 0,2% au quatrième trimestre de 1991, après avoir augmenté de 1,3% au deuxième trimestre et de 0,1% au troisième trimestre.
- **Produit intérieur brut toujours à la baisse**
  Le produit intérieur brut réel aux coûts des facteurs a fléchi de 0,4 % en décembre; il était resté stationnaire en novembre et il avait augmenté de 0,1 % en octobre.
- **Ralentissement de la croissance de l'indicateur avancé composite**
  La croissance de l'indicateur avancé composite a ralenti, passant d'un taux de 0,5 % en novembre à un taux de 0,2 % en décembre.
- **Le déficit du compte courant atteint de nouveaux sommets**
  Le déficit désaisonnalisé du compte courant a grimpé à 8,1 milliards de dollars au quatrième trimestre de 1991, ce qui représente une augmentation en regard du déficit de 7,5 milliards de dollars enregistré au troisième trimestre.
- **Augmentation modérée des emprunts des secteurs intérieurs non financiers**
  Les emprunts ont augmenté en tout de 2,9 % en 1991, pour atteindre 105,1 milliards de dollars. Cette hausse était principalement attribuable aux emprunts contractés par les administrations provinciales.
- **L'activité de la construction enregistre une deuxième baisse annuelle**
  En 1991, la valeur des permis de bâtir émis au Canada totalisait 27 926 millions de dollars, une baisse de 13,4 % en regard de 1990.
- **Augmentation constante de la rémunération hebdomadaire moyenne**
  En décembre, la rémunération hebdomadaire moyenne dans l'ensemble des activités économiques au Canada était de 550,42 $, ce qui représente une augmentation de 5,2 % par rapport à la même période en 1990.

Le présent numéro comprend **également** de l'information sur l'**Enquête sur les anticipations à court terme** et sur l'**absentéisme**.

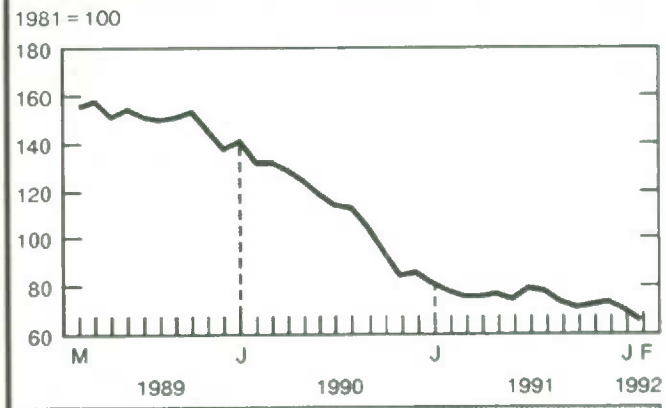
La demande de main-d'oeuvre atteint son plus bas niveau en huit ans

En février, l'indice désaisonnalisé de l'offre d'emploi pour le Canada (1981=100), qui sert d'indicateur de la demande de main-d'oeuvre, a chuté de quatre points pour s'établir à 65, son plus bas niveau en plus de huit ans. Après avoir atteint un sommet de 157 en avril 1989, l'indice a amorcé sa chute qui s'est accélérée en 1990. En 1991, l'indice a diminué de huit points entre janvier et décembre, soit de 80 à 72. Il a continué sa baisse en 1992.

Les indices de l'offre d'emploi ont diminué dans deux des cinq régions. Les provinces atlantiques ont enregistré la chute la plus prononcée (-18 %), suivies de près par le Québec (-16 %). L'indice de la Colombie-Britannique a augmenté de 9 % à 74 en février, après avoir diminué de 9,3 % le mois précédent. En Ontario, l'indice était en hausse de 2 %, à 61, après une baisse de 10,4 % en janvier.

(suite à la page 2)

Indice de l'offre d'emploi, Canada



... La demande de main-d'oeuvre atteint son plus bas niveau en huit ans

En regard de février 1991, l'indice de l'offre d'emploi était plus bas dans toutes les régions, en baisse de 25 % dans les provinces atlantiques, de 21 % dans les Prairies, de 14 % au Québec, de 13 % en Ontario et de 6 % en Colombie-Britannique.

Pour de plus amples renseignements, communiquer avec la Division du travail au (613) 951-4045.

Croissance de l'économie à la baisse

Le produit intérieur brut aux prix de 1986 a diminué de 0,2% au quatrième trimestre de 1991, après avoir augmenté de 1,3% au deuxième trimestre et de 0,1% au troisième trimestre. La baisse est imputable aux ventes de l'exportation, qui ont diminué après deux trimestres de forte croissance, et aux dépenses de consommation, qui se replient pour le deuxième trimestre consécutif.

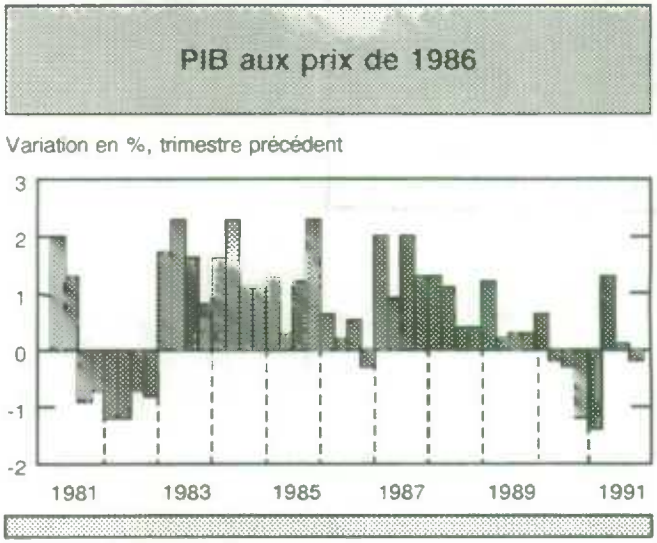
Les dépenses réelles de consommation ont baissé de 0,4% au quatrième trimestre, mais cette chute se limitait essentiellement aux dépenses en biens tandis que les dépenses réelles en services s'accroissaient de 0,5%. Les dépenses en biens durables ont diminué de 4,4%, à cause surtout d'une chute de 9.1% des achats de véhicules automobiles, pièces et réparations. Les dépenses en biens semi-durables ont diminué de 0,3%.

La construction résidentielle s'est accrue de 1,5%, une troisième augmentation trimestrielle. Cette progression était entièrement attribuable à la construction neuve, en hausse de 7,5% au cours du quatrième trimestre.

L'investissement des entreprises en usines et matériel a augmenté au cours du trimestre. Les achats des machines et de matériel se sont accrus de 4,7%, tandis que la construction non résidentielle a diminué de 3,7%.

Les exportations nettes de biens et services ont diminué de 0,9 milliards de dollars et le déficit atteignait 8,1 milliards de dollars. Les exportations et les importations ont fléchi respectivement de 3,0% et de 0,9%. Dans les deux cas, la baisse était largement attribuable aux véhicules automobiles et aux pièces.

La rémunération des salariés a augmenté de 0,5% au quatrième trimestre. Cette hausse s'expliquait par le relèvement de la rémunération par personne occupée, qui progressait de 0,7%. L'augmentation du revenu du travail s'observait dans les branches des services, notamment dans les services commerciaux, l'éducation, les transports et les administrations locales.



Le revenu personnel a diminué de 0,2% au cours du trimestre, reflétant la baisse du revenu des entreprises individuelles et le recul des intérêts, dividendes et revenus divers de placements. Le revenu personnel (après impôts) s'est replié de 1,2% au quatrième trimestre.

Les bénéfices des sociétés avant impôts ont chuté de 13,2% au quatrième trimestre pour atteindre 28,0 milliards de dollars. Les baisses étaient généralisées et touchaient autant les branches financières que non-financières.

Pour de plus amples renseignements, commander Comptes nationaux des revenus et dépenses (numéro 13-001 au catalogue) ou communiquer avec la Division des comptes nationaux et de l'environnement au (613) 951-9152.

Produit intérieur brut toujours à la baisse

Le produit intérieur brut réel aux coûts des facteurs a fléchi de 0,4 % en décembre; il était resté stationnaire en novembre et il avait augmenté de 0,1 % en octobre. La production s'est accrue de 0,3 % en décembre par rapport au niveau enregistré pour le même mois de l'année précédente, mais elle a reculé de 0,8 % en regard du sommet atteint en juillet 1991.

La production de biens a diminué pour un troisième mois consécutif, chutant de 1,3 % en décembre, ce qui faisait partiellement contrepoids à l'augmentation de 3,3 % enregistrée entre mars et septembre 1991. Près des trois quarts des pertes financières étaient imputables à la production manufacturière et à l'industrie de la construction. La production manufacturière a encore fléchi de 1,5 %, après avoir enregistré des diminutions de 1,1 % en octobre et de 0,5 % en novembre. De plus,

(suite à la page 3)

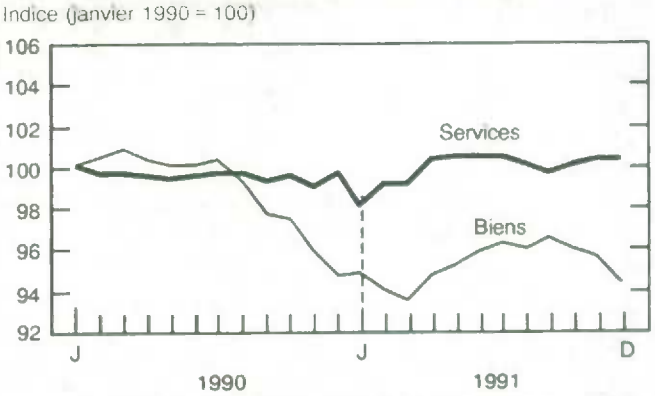
... Produit intérieur brut toujours à la baisse

la production du secteur de la construction a chuté de 1,4 %, en baisse pour un troisième mois consécutif. Le glissement des productions minières, forestières et du secteur des services publics a été partiellement contrebalancé par les augmentations enregistrées dans les industries des pêches et de l'agriculture.

Après s'être accrue de 0,4 % en octobre et de 0,2 % en novembre, la production du secteur des services est restée stable en décembre. Les augmentations relevées dans les secteurs de la finance, de l'assurance et des affaires immobilières, du commerce de gros et des communications ont été contrebalancées par les reculs enregistrés dans les transports et l'entreposage, les services socio-culturels, commerciaux et personnels et le commerce de détail.

En 1991, le produit intérieur brut réel par industrie a fléchi de 1,1 % après avoir augmenté de 0,3 % en 1990. La production de biens a chuté de 3,8 % en 1991, après avoir diminué de 2,5 % en 1990 et augmenté de 1,1 % en 1989; la croissance de la production du secteur des services a continué de ralentir, se chiffrant à 0,3 %, comparativement à 1,9 % en 1990 et à 3,4 % en 1989.

Produit intérieur brut
Production selon le secteur



Pour de plus amples renseignements, commander Produit intérieur brut par industrie (numéro 15-001 au catalogue) ou communiquer avec la Division des mesures et de l'analyse des industries au (613) 951-3621. (Voir aussi le tableau "Tendances actuelles" à la page 10.)

Ralentissement de la croissance de l'indicateur avancé composite

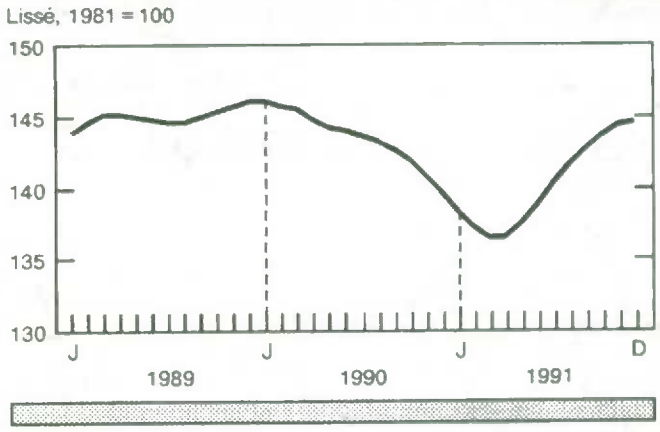
L'indicateur avancé composite s'est accru pour un neuvième mois consécutif. Il a toutefois connu une croissance plus lente en raison d'un fléchissement de la demande des ménages attribuable à l'instabilité du marché du travail. Le taux de croissance de l'indicateur avancé composite est passé de 0,5 % en novembre à 0,2 % en décembre. Tout comme en novembre, 3 des 10 composantes ont diminué.

Les ventes de biens durables ont continué de fléchir en décembre en raison du ralentissement des ventes de voitures, qui ont diminué de 0,8 %. De même, la baisse des mises en chantier a provoqué un second recul de l'indice du logement, cette fois de 1,2 %. Toutefois, les ventes de meubles et d'appareils ménagers ont continué de progresser (de 0,3 %), parallèlement à l'augmentation des ventes de maisons existantes.

Les fabricants ont reçu moins de commandes en décembre. La valeur des nouvelles commandes de biens durables a chuté pour la première fois depuis avril 1991, enregistrant une baisse de 0,2 %, en raison de la faiblesse des secteurs liés aux transports, au bois et aux métaux.

En décembre, l'offre réelle de monnaie s'est accrue de 0,3 %, comme en novembre, après être restée stationnaire en octobre.

Indicateur avancé composite



La croissance de l'indicateur avancé américain a encore ralenti, puisqu'il est passé de 0,3 % en novembre à 0,1 % en décembre, en raison surtout de la faiblesse de la demande de produits manufacturés.

Pour de plus amples renseignements, commander l'Observateur économique canadien (numéro 11-010 au catalogue) ou communiquer avec la Division de l'analyse de conjoncture. (Voir aussi le tableau "Tendances actuelles" à la page 10.)

Le déficit du compte courant atteint de nouveaux sommets

Le déficit désaisonnalisé du compte courant a grimpé à 8,1 milliards de dollars au quatrième trimestre, surpassant ainsi de 0,6 milliard de dollars le record précédent établi au troisième trimestre de 1991. Cette augmentation est imputable au déficit de 9,0 milliards de dollars au chapitre des transactions de biens intangibles, comme les intérêts et dividendes, les voyages et les transferts.

Avec le déclin des importations et des exportations, l'excédent du commerce des marchandises est resté aussi modeste qu'au troisième trimestre, s'établissant à 0,9 milliard de dollars. La valeur des exportations de marchandises a chuté de 4,0 %, pour se chiffrer à 35 milliards de dollars, après avoir enregistré des hausses au cours des deux trimestres précédents. La diminution des ventes de voitures, d'avions et de matériel de transport a été compensée par l'augmentation des ventes de camions et de matériel de communication. Parallèlement, les importations ont fléchi de 4,0 %, pour se chiffrer à 34 milliards de dollars, en raison des diminutions enregistrées dans les secteurs des pièces d'automobile et des voitures. Cette diminution s'oppose à la hausse de 8,0 % enregistrée au cours du trimestre précédent.

Le déficit trimestriel du compte des voyages a enregistré un nouveau sommet, se chiffrant à 2,0 milliards de dollars. Les dépenses de voyage faites aux États-Unis et dans d'autres pays ont augmenté, alors que les dépenses faites au Canada par des voyageurs étrangers ont fléchi.

Le déficit du compte de capital, qui n'est pas désaisonnalisé, montre que les non-résidents ont investi 7,5 milliards de dollars dans les obligations canadiennes et qu'ils continuent à acheter sur le marché monétaire canadien. Le dollar canadien a fluctué légèrement par rapport à la devise américaine, mais il a commencé à perdre de la valeur vers la fin du trimestre. Il a en outre connu une dépréciation à l'égard des autres principales devises.

Soldes du compte courant
(milliards de dollars, désaisonalisés)

	1990	1991			
	T4	T1	T2	T3	T4
Marchandises	2.7	2.6	2.9	0.9	0.9
Services	-2.3	-2.4	-2.6	-2.8	-3.0
Revenus de placements	-5.7	-5.6	-5.9	-5.7	-5.8
Transferts	-0.1	-0.1	-0.1	0.1	-0.2
Solde du compte courant	-5.4	-5.5	-5.7	-7.5	-8.1

En 1991, le déficit du compte courant s'est élevé à 26,8 milliards de dollars, ce qui représente un sommet pour une sixième année consécutive. Il représentait 3,9 % du produit intérieur brut (PIB), une proportion légèrement inférieure aux records établis vers la fin des années 50. La plus grande part du déficit de 1991 était imputable à la réduction de l'excédent du commerce des marchandises.

Pour plus amples renseignements, commander la Balance des paiements internationaux du Canada (numéro 67-001 au catalogue) ou communiquer avec la Division de la balance des paiements au (613) 951-9055.

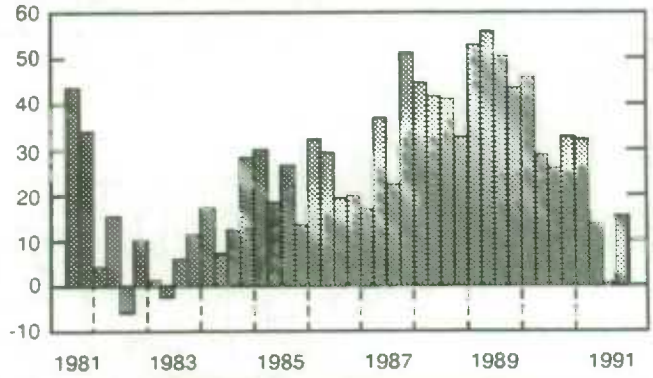
Augmentation modérée des emprunts des secteurs intérieurs non financiers

Le financement des secteurs intérieurs non financiers s'est accru de 14,8 % au quatrième trimestre de 1991, pour atteindre 103,8 milliards de dollars. C'est aux sociétés privées non financières et aux administrations provinciales que l'on doit la majeure partie de cette augmentation.

Si on combine la faible hausse des emprunts contractés aux deuxième et troisième trimestres de l'année au total des emprunts contractés en 1991, on constate que les emprunts ont augmenté de 2,9 %, pour atteindre 105,1 milliards de dollars. Les emprunts ont commencé à ralentir en 1990, après avoir atteint un sommet de 121,8 milliards en 1989. L'augmentation massive du financement par obligations, lequel est passé de 25,2 milliards de dollars en 1990 à 63,9 milliards de dollars en 1991, a été contrebalancée par une baisse des emprunts dans la plupart des autres catégories.

Total des fonds empruntés par les sociétés privées non financières

Milliards de dollars, désaisonnalisés au taux annuel



(suite à la page 5)

... Augmentation modérée des emprunts des secteurs intérieurs non financiers

La demande de financement des sociétés privées non financières est passée de près de rien au troisième trimestre à 15,2 milliards de dollars au quatrième trimestre. Au troisième trimestre, ces sociétés avaient fortement réduit leurs dettes bancaires (-14,5 milliards de dollars), mais elles les ont accrues de 2,1 milliards de dollars au quatrième trimestre. En 1991, elles ont diminué leurs emprunts de plus de moitié, portant ceux-ci à 15,4 milliards de dollars.

La demande de financement des administrations non fédérales (surtout provinciales) est passée de 19,6 milliards de dollars au troisième trimestre à 32,0 milliards de dollars au quatrième trimestre, alors que les emprunts du gouvernement du Canada ont chuté de 25,3 %, pour descendre à 28,6 milliards de dollars. En 1991, les emprunts des administrations publiques sont montés en flèche; ceux de l'administration fédérale sont passés de 20,5 milliards de dollars à 32,4 milliards de dollars et ceux des autres administrations publiques, de 9,4 milliards de dollars à 26,0 milliards de dollars. Ces augmentations étaient étroitement associées à la croissance des déficits budgétaires provoqués par la récession.

Les emprunts des particuliers sont demeurés faibles au quatrième trimestre et ont chuté de 24,7 % en 1991. Il s'agissait d'un deuxième recul annuel substantiel; auparavant, les emprunts avaient dépassé 40 milliards de dollars pendant trois ans.

Pour de plus amples renseignements, commander Comptes des flux financiers (numéro 13-014 au catalogue) ou communiquer avec la Division des comptes nationaux et de l'environnement au (613) 951-9043.

L'activité de la construction enregistre une deuxième baisse annuelle

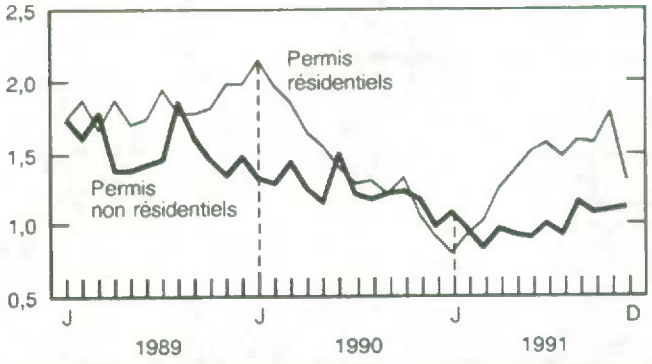
Après avoir enregistré une baisse de 19,4 % en 1990, la valeur désaisonnalisée des permis de bâtir émis au Canada a diminué de 13,4 % en 1991, pour atteindre 27 926 millions de dollars. Le secteur résidentiel et le secteur non résidentiel ont tous deux contribué à cette baisse. La valeur des permis de bâtir associés au premier secteur est tombée de 8,5 %, pour se situer à 16 021 millions de dollars en 1991. Cette baisse équivalait à un peu moins de la moitié de la diminution annuelle de 19,3 % enregistrée en 1990. De même, la valeur des permis de bâtir du secteur non résidentiel a régressé de 19,3 %, pour atteindre 11 904 millions de dollars en 1991, après avoir connu une chute de 19,4 % en 1990.

Sur une base mensuelle, la valeur des permis de bâtir émis au Canada a fléchi de 16,1 % en décembre, pour s'établir à 2 392 millions de dollars, balayant ainsi la hausse de 8,5 % enregistrée en novembre. La baisse était entièrement liée au secteur résidentiel.

La valeur des permis de bâtir résidentiels a chuté de 27,0 %, pour se situer à 1 286 millions de dollars en décembre, et ce, après avoir enregistré un bond de 13,3 % en novembre. Depuis décembre 1991, certaines municipalités de l'Ontario ont imposé une surtaxe sur les frais de permis de bâtir résidentiels. Par conséquent, une quantité anormalement élevée de permis ont été émis en novembre, contribuant ainsi, en partie, à la forte diminution observée en décembre. Le secteur du logement unifamilial et le secteur du logement multifamilial ont tous deux enregistré une baisse en décembre. Les permis de bâtir résidentiels ont chuté de 27,1 %, pour atteindre 900 millions de dollars dans le premier cas, et de 26,8 %, pour s'établir à 386 millions de dollars dans le deuxième.

Permis de bâtir

Milliards de dollars, données désaisonnalisées



En décembre, la valeur des permis de bâtir a augmenté de 1,7 % dans le secteur non résidentiel, pour atteindre 1 106 millions de dollars. Des hausses ont été enregistrées dans les secteurs institutionnel et industriel soit, respectivement, de 22,4 % pour un niveau de 452 millions de dollars et de 16,7 % pour un niveau de 200 millions. Le secteur commercial a signalé une perte de 17,0 % pour un niveau de 454 millions de dollars.

Pour de plus amples renseignements, commander Permis de bâtir (numéro 64-001 au catalogue) ou communiquer avec la Division de l'investissement et du stock de capital au (613) 951-2025.

Augmentation constante de la rémunération hebdomadaire moyenne

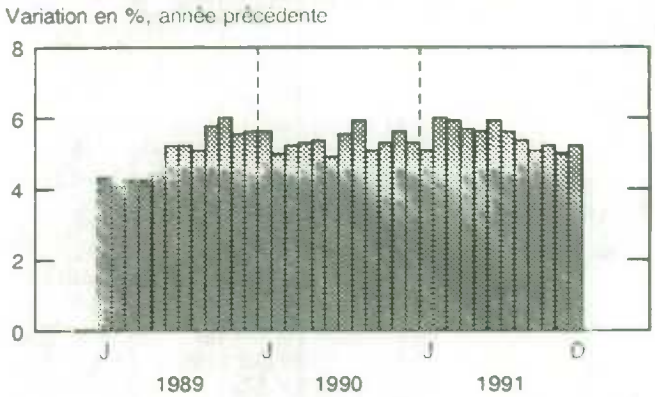
En décembre, on touchait dans l'ensemble des secteurs de l'économie canadienne une rémunération hebdomadaire moyenne de 550,42 $, ce qui représente un montant supérieur de 5,2 % par rapport à la même période en 1990. La rémunération connaît des augmentations d'une année à l'autre de près de 5,1 % depuis septembre, ce qui se rapproche des moyennes obtenues en 1990 (5,3 %) et en 1989 (5,0 %).

La croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne a suivi des tendances très divergentes dans les branches d'activité de biens et de services. Dans les premières, la rémunération hebdomadaire moyenne a connu une augmentation d'une année à l'autre de 4,7 % de janvier à décembre, comparativement à une hausse de 5,7 % au cours de la période correspondante en 1990. Les branches de la fabrication et de la construction ont contribué à ce ralentissement. Dans les branches d'activité de services, la rémunération hebdomadaire moyenne s'est accrue de 6,4 % de janvier à décembre, comparativement à 5,8 % de janvier à décembre 1990. Les services non commerciaux, les services financiers et les transports, les communications et autres services publics ont contribué à cet accroissement.

Rémunération hebdomadaire moyenne, décembre 1991
Données non désaisonnalisées

Province/Territoire	Ensemble des activités économiques (dollars)	Variation annuelle en %
Canada	**550,42**	**5,2**
Terre-Neuve	510,60	3,4
Île-du-Prince-Édouard	429,58	-1,4
Nouvelle-Écosse	492,30	4,6
Nouveau-Brunswick	495,45	3,9
Québec	539,30	4,8
Ontario	574,01	5,4
Manitoba	491,97	5,4
Saskatchewan	486,24	6,1
Alberta	555,77	7,9
Colombie-Britannique	553,66	4,4
Yukon	662,19	7,2
Territoires du Nord-Ouest	756,46	3,0

Rémunération hebdomadaire moyenne



Dans les services commerciaux, la rémunération s'est accrue de 4,0 % en 1991, comparativement à 7,5 % en 1990. Les services aux entreprises et les services d'hébergement et alimentaires ont été les principaux agents de la décroissance survenue dans ce secteur.

En décembre, les employés rémunérés à l'heure des branches d'activité de services ont travaillé en moyenne 36,7 heures par semaine, ce qui représente un nombre légèrement inférieur à celui enregistré en décembre 1990 (37,0 heures). Ce recul était principalement attribuable aux baisses signalées dans les secteurs de la fabrication, de la construction et de l'exploitation forestière.

En décembre, le taux de croissance d'une année à l'autre de la rémunération hebdomadaire moyenne a dépassé la moyenne nationale dans 4 des 10 provinces et au Yukon, alors qu'il a été négatif à l'Île-du-Prince-Édouard, (voir le tableau d'accompagnement).

Pour de plus amples renseignements, commander Emploi, gains et durée du travail (numéro 72-002 au catalogue) ou communiquer avec la Division du travail au (613) 951-4090.

On prévoit une augmentation de 1,8 % d'une année à l'autre de l'IPC

Depuis avril 1990, Statistique Canada demande à un petit groupe d'économistes de prévoir, chaque mois, la variation d'une année à l'autre de l'indice des prix à la consommation, du taux de chômage et de la valeur des exportations et des importations de marchandises. En moyenne, 24 économistes participent à l'enquête.

En février, selon la moyenne de l'Enquête sur les anticipations à court terme, l'indice des prix à la consommation devrait connaître une augmentation moyenne d'une année à l'autre de 1,8 %, ce qui représente une légère augmentation en regard de la valeur réelle de 1,6 % enregistrée en janvier. Les valeurs extrêmes seraient alors respectivement de 1,2 % et de 2,5 %. En janvier la prévision moyenne surestimait de 0,7 points de pourcentage la variation réelle.

Le taux de chômage devrait se situer en février entre 10,2 % et 10,5 %, la moyenne étant de 10,4 %. En janvier, la prévision moyenne surestimait le taux réel de 0,1.

D'après l'enquête, les exportations de marchandises atteindraient 11,6 milliards de dollars en janvier, les valeurs extrêmes étant de 11,0 milliards et de 11,9 milliards de dollars. Les importations s'élèveraient, toujours en janvier, à 11,0 milliards de dollars, les valeurs minimale et maximale étant respectivement de 10,5 milliards et de 11,3 milliards de dollars.

Pour de plus amples renseignements, communiquer avec Diane Lachapelle au (613) 951-0568.

L'absentéisme à la hausse

- Entre 1977 et 1990, les jours perdus par travailleur pour cause d'"obligations personnelles ou familiales" ont presque triplé.
- Au cours d'une semaine moyenne de 1990, 558,000 travailleurs rémunérés à temps plein (6,4 %) se sont absentés de leur travail pour des raisons personnelles pendant une partie de la semaine ou durant la semaine entière.
- C'est ainsi qu'en 1990, on a compté 9,4 jours de travail perdus par travailleur rémunéré à temps plein, comparativement à 8,6 jours en 1987.
- Entre 1977 et 1990, le nombre d'absences en raison d'"obligations personnelles ou familiales" a augmenté progressivement, tout comme le nombre de familles à deux soutiens économiques ayant des enfants d'âge pré-scolaire. Les femmes se sont acquittées d'une part disproportionnée de ces obligations, puisque le nombre de jours qu'elles ont perdus est passé de 1,9 à 5,2 jours par an, tandis que le nombre de jours perdus par les hommes a à peine changé.
- La tendance à s'absenter du travail pour des raisons personnelles augmente avec l'âge. En 1990, la proportion de travailleurs ayant déclaré s'être absentés de leur travail variait de 5,0 % chez les adolescents à 7,1 % chez les 55 ans et plus. Les ennuis de santé sont la principale raison donnée par les travailleurs plus âgés.

Pour de plus amples renseignements, commander L'emploi et le revenu en perspective (numéro 75-001F au catalogue) ou appeler au (613) 951-6896.

PUBLICATIONS PARUES DU 28 FÉVRIER AU 5 MARS 1992

Division/Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro/Abonnement		
			Canada (CAN $)	États-Unis	Autres pays
				US $	
AGRICULTURE					
Recettes monétaires agricoles	janvier-décembre 1991	21-001	11/44	13,25/53	15,50/62
COMMERCE INTERNATIONAL					
Importations par marchandise	décembre 1991	65-007	55,10/551	66,10/661	77,10/771
ÉDUCATION, CULTURE ET TOURISME					
L'édition du périodique	1989-1990	87-203	17	20	24
ENQUÊTES DES MÉNAGES ET DU TRAVAIL					
L'emploi et le revenu en perspective	printemps 1992	75-001F	13,25/53	16/64	18,50/74
ENQUÊTES-MÉNAGES					
Aperçu de l'étude, étude nationale canadienne sur la garde des enfants		89-526F	25	30	35
Revenus des familles	1990	13-208	19	23	27
INDUSTRIE					
Boîtes et emballages en carton ondulé	janvier 1992	36-004	5/50	6/60	7/70
Commerce de gros	décembre 1991	63-008	14,40/144	17,30/173	20,20/202
Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre	janvier 1992	44-004	5/50	6/60	7/70
Livraisons trimestrielles des produits de meubles de bureau	trimestre terminé le 31 décembre 1991	35-006	6,75/27	8/32	9,50/38
Livraisons trimestrielles des produits de meubles de maison	trimestre terminé le 31 décembre 1991	35-007	6,75/27	8/32	9,50/38
Panneaux isolants rigides	janvier 1992	36-002	5/50	6/60	7/70
Papier-toiture asphalté	janvier 1992	45-001	5/50	6/60	7/70
Production, livraisons et stocks en main des scieries à l'est des Rocheuses	décembre 1992	35-002	10/100	12/120	14/140
Production, livraisons et stocks en main des scieries en Colombie-Britannique	décembre 1991	35-003	7,10/71	8,50/85	9,90/99
Produits de gypse	janvier 1992	44-003	5/50	6/60	7/70
Situation du sucre	janvier 1992	32-013	5/50	6/60	7/70
JUSTICE					
Juristat – Bulletin de service – Les décisions rendues par les tribunaux de la jeunesse, vol. 12 nº 4	1986-1987 à 1990-1991	63-011	6,10/61	7,30/73	8,50/85
PRIX					
Indices des prix de l'industrie	décembre 1991	62-011	18,20/182	21,80/218	25,50/255
SERVICES, SCIENCE ET TECHNOLOGIE					
Bulletin des industries de services, Renseignements sur les services de divertissements et des services personnels, vol. 3 nº 6	1990	63-015	7,20/43	8,65/52	10/60
Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes	décembre 1991	63-011	6,10/61	7,30/73	8,50/85
STATISTIQUE CANADA					
Catalogue de Statistique Canada	1992	11-204F	13,95	17	20
TRANSPORTS					
Statistiques de l'exploitation ferroviaire	octobre 1991	52-003	10,50/105	12,60/126	14,70/147
Trafic des transporteurs aériens aux aéroports canadiens	juillet-septembre 1990	51-005	30,50/122	36,50/146	42,75/171

NOUVEAUTÉS DE STATISTIQUE CANADA

Catalogue de Statistique Canada

Simplifiez vos recherches de données avec le *Catalogue de Statistique Canada*, 1992. La nouvelle édition comporte des références sur les statistiques-clés de l'activité économique et sociale canadienne incluant l'emploi, le revenu, la santé, l'agriculture, les prix à la consommation, le commerce, l'éducation, la justice et les caractéristiques de la population. Avec l'utilisation de l'index augmenté des mots-clés, vous repérerez ce que vous désirez en quelques secondes seulement.

Vous trouverez également du nouveau dans le catalogue 1992: un aperçu des futurs produits et services du recensement de 1991, une nouvelle section dotée de son propre index concernant les produits et services électroniques, l'inclusion d'articles de périodiques-clés de Statistique Canada, l'échéancier des prochaines parutions de 1992 et plus encore.

Pour un accès facile à plus de 800 produits et services de Statistique Canada, procurez-vous le Catalogue de Statistique Canada, 1992 (numéro 11-204F au catalogue). Pour commander, appeler au (613) 951-7277.

L'emploi et le revenu en perspective

L'édition du printemps 1992 de *L'emploi et le revenu en perspective*, la revue trimestrielle de Statistique Canada consacrée à l'emploi et au revenu, paraît aujourd'hui.

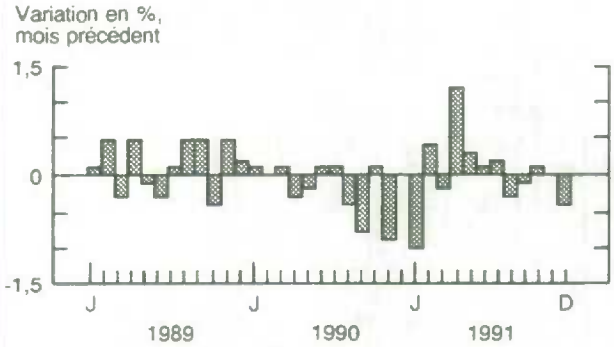
Ce numéro offre un supplément qui revoit les événements survenus sur le marché du travail en 1991. On y retrouve, entre autres, une étude qui examine les fluctuations dans la population active des villes mono-industrielles ainsi qu'une étude sur les données et les caractéristiques des longues semaines de travail. D'autres articles traitent de sujets tels que les étudiants à plein temps qui occupent un emploi, l'alphabétisation en milieu de travail et enfin l'absentéisme.

Chaque trimestre, *L'emploi et le revenu en perspective* utilise des résultats provenant de différentes sources de données pour examiner des sujets d'actualité et vous offrir un aperçu de la question.

Le numéro du printemps 1992 de L'emploi et le revenu en perspective (75-001F) est maintenant disponible. Pour de plus amples renseignements sur ce numéro, veuillez communiquer avec Cécile Dumas (613-951-6894) ou Doreen Duchesne (613-951-6893).

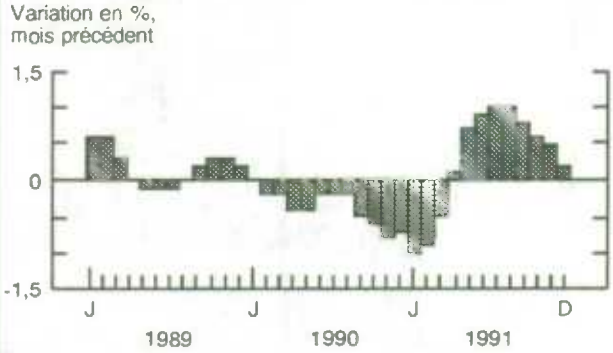
LES TENDANCES ACTUELLES

Produit intérieur brut



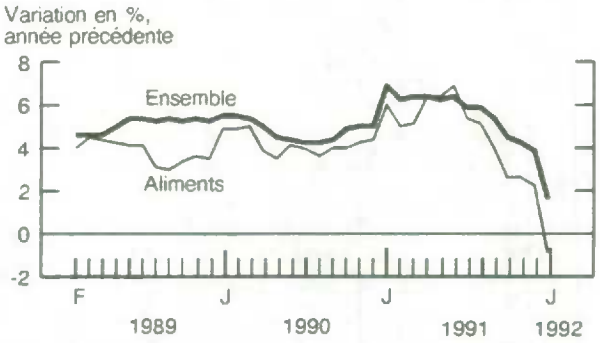
Le produit intérieur brut réel aux coûts des facteurs a fléchi de 0,4 % en décembre; il était resté stationnaire en novembre et il avait augmenté de 0,1 % en octobre.

Indicateur avancé composite



La croissance de l'indicateur avancé composite a ralenti, passant d'un taux de 0,5 % en novembre à un taux de 0,2 % en décembre.

Indice des prix à la consommation

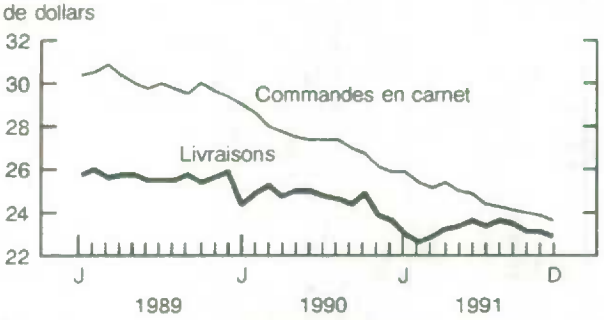


En janvier, l'indice d'ensemble des prix à la consommation augmentait de 1,6 % d'une année à l'autre, son plus bas taux depuis mars 1971, tandis que l'indice des prix des aliments diminuait de 1,0%.

Taux de chômage

En janvier, le taux de chômage est monté à 10,4 après être demeuré à 10,3 pendant trois mois consécutifs.

Fabrication



La valeur des livraisons des fabricants canadiens s'élevait à 22,8 milliards de dollars en décembre, ce que représente un montant inférieur de 0,7 % à celui enregistré en novembre. La valeur des commandes en carnet a diminué de 0,9% pour atteindre 23,6 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Les importations ayant diminué beaucoup plus que les exportations, la balance commerciale du Canada s'est accrue de 400 millions de dollars en décembre.

Nota : *Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'indice des prix à la consommation.*

DERNIÈRES STATISTIQUES MENSUELLES

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation annuelle
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de $ de 1986)	décembre*	502	-0,4 %	0,3 %
Indicateur avancé composite (1981 = 100)	décembre*	144,6	0,2 %	3,5 %
Bénéfices d'exploitation des entreprises (milliards de $)	4e trim.*	10,3	-18,0 %	-29,0 %
DEMANDE DOMESTIQUE				
Ventes au détail (milliards de $)	décembre	14,8	-0,5 %	-6,4 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	décembre	100,5	-0,7 %	6,2 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	janvier	12,3	-0,1 %	-0,5 %
Taux de chômage (%)	janvier	10,4	0,1	0,6
Taux d'activité (%)	janvier	65,7	-0,1	-0,8
Revenu du travail (milliards de $)	novembre	32,6	-0,1 %	3,2 %
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	décembre*	550,42	0,2 %	5,2 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations – Base douanière (milliards de $)	décembre	11,5	-1,0 %	-2,5 %
Importations – Base douanière (milliards de $)	décembre	10,9	-4,5 %	-1,4 %
Balance du commerce extérieur (milliards de $)	décembre	0,64	0,40	-0,14
FABRICANTS				
Livraisons (milliards de $)	décembre	22,8	-0,7 %	-3,0 %
Nouvelles commandes (milliards de $)	décembre	22,6	-0,8 %	-2,9 %
Commandes en carnet (milliards de $)	décembre	23,6	-0,9 %	-8,8 %
Ratio des stocks aux livraisons	décembre	1,50	0,00	-0,12
Taux d'utilisation de la capacité (%)	3e trim.	72,0	1,4	-6,4
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1986 = 100)	janvier	127,0	0,5 %	1,6 %
Indice des prix des produits industriels (1986=100)	janvier	107,7	0,1 %	-3,1 %
Indice des prix des matières brutes (1986=100)	janvier	98,6	-2,4 %	-15,7 %
Indice des prix des maisons neuves (1986=100)	décembre	133,9	0,0 %	-3,2 %

Nota : *Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de la rémunération hebdomadaire moyenne et des indices de prix.*
* *Nouveau cette semaine.*

I•N•F•O•M•A•T

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications Statistique Canada.

Rédacteur en chef : Greg Thomson (613) 951-1116
Rédactrice : Louise Larouche (613) 951-1197

Immeuble R.H.-Coats, Parc Tunney, Ottawa (Ont.), K1A 0T6.

Numéro 11-002F au catalogue. Prix : Canada : 2,50 $ l'exemplaire, 125 $ par année; États-Unis : 3 $ US l'exemplaire, 150 $ US par année; Autres pays : 3,50 $ US l'exemplaire, 175 $ US par année. Aux clients canadiens: veuillez ajouter 7% de TPS. Abonnements : envoyer un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada/Vente des publications, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou communiquer avec Vente des publications au 1-800-267-6677.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1992. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable du Chef, Services aux auteurs, Division des publications, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.

Statistics Canada Library
Bibliothèque Statistique Canada
1010086315